

## RELEVER LE DÉFI DE LA NOUVELLE EUROPE

Le Gouvernement du Canada a mis sur pied l'an dernier un programme de \$72 millions de dollars visant à venir en aide à la Pologne et à la Hongrie, comportant la fourniture d'aide alimentaire d'urgence, l'accord d'assurance-crédit à court terme sur les importations, le soutien au Fonds de stabilisation de la Pologne, et l'octroi d'une aide de \$10 millions au développement économique. Le Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le Très honorable Joe Clark, annonçait à la fin de mai 1990, de concert avec les membres du G-24, le groupe des 24 pays les plus industrialisés, que ce programme serait élargi pour s'ouvrir à d'autres pays d'Europe centrale et de l'est y compris l'Union-Soviétique, où la démocratie est en voie de s'épanouir.

Le Groupe de travail sur l'Europe centrale et de l'est, le fruit de cette initiative, gère l'aide apportée aux pays de cette région et sert de cadre aux efforts du gouvernement canadien pour s'arrimer aux changements politiques et économiques qui surviennent en Europe

"L'aide apportée à l'Europe de l'est n'est pas une affaire de charité. Elle relève au contraire du gros bon sens et il en va de nos propres intérêts."

Le Très honorable Joe Clark

centrale et de l'est. Il remplit cette fonction en assurant la coordination des efforts du secteur public et du secteur privé, et par la gestion du programme d'aide financière de \$40 millions destiné au soutien de projets et d'initiatives canadiennes, et en appuyant et en facilitant l'établissement sur une large base de liens politiques et économiques avec l'Europe centrale et de l'est.

Le plan d'aide au montant de \$40 millions est assorti de façon globale:

- d'un Fonds de \$30 millions pour le développement économique destiné à des projets visant à appuyer la restructuration économique et à encourager l'établissement de relations économiques et commerciales avec le Canada; et

- d'un Fonds au montant de \$10 millions destiné à des projets visant à promouvoir la démocratisation des institutions politiques, sociales et économiques.

Le Groupe de travail espère à travers ces deux Fonds canaliser l'expérience et les talents d'entreprises, d'institutions, d'organismes et de citoyens canadiens, et travailler de concert avec leurs partenaires d'Europe centrale et de l'est. Un des atouts au succès de cette entreprise tient aux quelque 10 pour cent de Canadiens originaires de cette région du globe.

## LA TRANSITION VERS LES ÉCONOMIES DE MARCHÉ

Le Fonds pour le développement économique accorde des subventions et apporte un soutien aux mesures et aux programmes ayant pour objectif de faire progresser les réformes économiques en Europe centrale et de l'est ainsi qu'en Union-Soviétique, et à faciliter l'établissement de relations d'affaires à long-terme entre le Canada et les économies de la région. Deux programmes bénéficient de l'appui du Fonds pour le développement économique:

Un programme axé vers les réformes de marché, notamment:

- le soutien et la formation à l'intention des institutions du domaine agricole;
- le transfert des compétences par le biais des organisations non-gouvernementales et d'autres organismes du secteur public;
- l'amélioration des compétences en matière de gestion à travers les institutions d'enseignement et les centres de formation;
- la formation de cadres de niveau intermédiaire et supérieur-intermédiaire ainsi que de directeurs techniques;
- la formation de vérificateurs, de statisticiens et de cadres du secteur financier; et
- la réalisation d'études de pré-faisabilité sur les possibilités canadiennes d'investissement joutées à la réforme et à la restructuration des économies d'Europe centrale et de l'Union-Soviétique, dans leur transition d'un régime à planification centralisée à un régime d'économie de marché.